

À l'heure où la politique subit une grave crise de confiance, Jean-François Théry nous propose une réflexion en deux temps. Relisant ce qu'en ont dit nombre de personnalités, il commence par nous rappeler, citations à l'appui, ce que n'est pas la politique, puis il esquisse, dans ses derniers paragraphes, ce qu'elle pourrait bien être...

La politique n'est pas un jeu...

Jean-François Théry

Jean-François Théry est ancien président de la section du rapport et des études du Conseil d'État.

Depuis le 10 mai 1981 où, rue de Solferino et place de la République, les électeurs de François Mitterrand s'écriaient à plein gosier : « On a gagné, on a gagné ! » avec des accents de triomphe que l'on ne devait retrouver qu'en 1998 à l'occasion de la Coupe du Monde de Football, j'ai bien peur que nos concitoyens n'aient assimilé les compétitions électorales à des exploits sportifs : deux équipes s'affrontent pour la gloire, celle qui gagne déclenche la joie et les cris de ses supporters... et les autres ne rêvent que de vengeance. À chaque fois, une petite voix dans ma tête répète cette forte maxime : « La politique n'est pas un jeu ! », bien que du jeu elle ait cependant un aspect positif : elle est un moment collectif, un sport d'équipe, un moment d'unité.

I - QUELLE EST LA NATURE DE LA POLITIQUE SI ELLE N'EST PAS UN JEU ?

Est-elle une passion ?

Souvent, trop souvent... Elle a en tout cas une dimension affective : « Ce qu'on appelle des idées politiques et qui sont des sentiments » (André Philip). Est-ce la passion du débat, de la controverse, de la recherche de ce qui est bon pour l'homme et pour la société ? N'est-ce pas plutôt la passion de la domination et du pouvoir ?

Est-elle une religion ?

Elle l'a été, elle l'est encore de par le monde. Al Qaïda et les Talibans veulent imposer la Charia... Alors elle serait incompatible avec la laïcité, qui est précisément le produit de la

séparation de la politique et de la religion. Mais, comme une religion, elle est généralement fondée sur une conception de l'homme et du monde. Et même du bonheur ! « Toute politique implique une idée de l'homme » (Paul Valéry) et, pour le moins, une philosophie de la vie.

Est-elle alors une idéologie ?

Elle l'a été au cours de l'histoire, et, en particulier, de l'histoire du xx^e siècle. Mais l'histoire a démontré que l'idéologie était le contraire de la politique, parce qu'elle s'efforce d'imposer à la société un objectif, une foi obligatoire, négatrice de la liberté. « Rien n'est pire que l'idéal si on s'avise de vouloir le réaliser » (Maurice Bellet). Et André Philip ajoute : « Le pire des péchés est l'esprit de croisade ». On a dit aussi que la lutte finale est le refus de la politique.

Est-elle une morale ?

Si elle se prétend détentrice d'une vérité qu'elle veut imposer à la société, elle est la pire des choses : « Je me méfie de ceux qui font profession de penser aux autres et qui pensent à leur place » (Jean d'Ormesson). Mais si la politique n'est pas une morale, elle doit avoir elle-même une morale : « La vraie morale de la politique consiste sans doute à aimer la liberté plus que soi-même » (Myriam Revault d'Allonnes). Comme une morale, la politique doit être au service d'une exigence spirituelle, et, si elle ne saurait imposer ses valeurs, elle consiste à « empêcher la société de laisser se dégrader ses valeurs » (Olivier Guichard) et, à tout le moins, comme le dit Albert Camus : « Je ne veux pas refaire le monde, je veux



© DIASPORIQUES

empêcher qu'on le défasse ! ». Pour autant, la politique doit-elle être un rêve, ou en susciter un chez les citoyens ? La politique, qu'on le veuille ou non, est ancrée dans la réalité et fait mauvais ménage avec les rêves, fussent-ils de simples promesses électorales.

Est-elle une sociologie, ou une branche de l'histoire ?

Il y a une sociologie politique et une histoire politique, mais ce sont des dérivés de la politique qui se réfèrent à elle, se nourrissent d'elle mais ne la définissent pas. La politique s'appuie sur l'histoire de la société, et l'on disait jadis que, pour comprendre quelque chose à la politique du parti socialiste, il fallait une solide culture historique ! L'histoire est certainement un fondement de la politique, elle se donne pour objet de la poursuivre, de la prolonger ou de la renier : la table rase, le grand soir, la lutte finale sont des refus de l'histoire et de l'expérience amassée par la société ; et toute politique qui en fait son objectif court vers l'échec.

PERSONNALITÉS CITÉES, DANS L'ORDRE DES CITATIONS

André Philip, universitaire, homme politique français, avocat (1902-1970)
 Paul Valéry, écrivain, poète et philosophe français (1871-1945)
 Maurice Bellet, prêtre catholique français (1923-2018)
 Jean d'Ormesson, écrivain, journaliste et philosophe français (1925-2017)
 Myriam Revault d'Allonnes, philosophe et universitaire française (1942-)
 Olivier Guichard, homme politique français, ancien ministre (1920-2004)
 Albert Camus, écrivain français, Prix Nobel de littérature (1915-1960)
 François Mitterrand, ancien président de la République, écrivain (1916-1996)
 Michail Bakoukine, révolutionnaire anarchiste russe (1814-1876)
 Michel Debré, homme politique français, ancien Premier ministre (1912-1996)
 Jean-François Kahn, journaliste et essayiste français (1938-)
 Victor Hugo, écrivain et poète français (1802-1885)
 Jean Giraudoux, écrivain et diplomate français (1882-1944)

Est-elle alors un art, une science ou une philosophie ?

Un art, on l'a beaucoup dit : l'art d'empêcher les citoyens de s'occuper de ce qui les regarde ? Au contraire, l'art du possible ? Ou du moins, l'art de rendre possible ce qui est nécessaire ? François Mitterrand disait : « La politique est la servante de la science, et l'humble interprète de la philosophie ». Mais la science politique et la philosophie politique, qui ont été la grande ambition des praticiens et des théoriciens du XIX^e siècle, n'ont jamais réussi à donner le fondement scientifique espéré à l'art de gouverner les peuples.

Est-elle la sève de la démocratie ?

Pas toujours ! La dictature, en effet, repose elle aussi sur la politique, qui est alors unilatérale, univoque, et généralement fondée sur une idéologie, imposée par la force intellectuelle ou matérielle. Mais si la dictature est le règne de la politique,

la démocratie est le règne du droit. Et elle a besoin de la politique pour exister car une société sans politique sombrerait dans l'individualisme, et ne pourrait donc être qu'anarchie ou absolutisme. Selon Bakounine, « l'individualisme appelle l'absolutisme de l'État ». En démocratie, la politique est fondée sur la liberté, et, si on la néglige, si on la méprise, peu à peu elle envahit tout et s'oppose au nécessaire pouvoir et aux organisations qui le structurent. Car la liberté ne s'oppose pas au pouvoir. « Au contraire, dit Michel Debré, la liberté meurt en l'absence de pouvoir ».

La politique est donc bien la sève de la démocratie, elle lui est nécessaire pour vivre. Elle est nécessaire pour désamorcer l'individualisme, et donc modérer la poursuite des intérêts particuliers et promouvoir le bien commun. Mais elle n'est pas le seul fondement de la société démocratique. Les valeurs héritées du passé, la tradition et l'histoire, le désir et la conception de

l'avenir, et les « grands invariants » dont parle Jean-François Kahn (« Tout change pour que rien ne change ») sont d'autres piliers sur lesquels la démocratie se fonde car elle n'est ni une idéologie ni un rêve mais essentiellement un mode de gouvernement « du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Elle est en charge de l'État, et son premier devoir est d'en assurer la bonne gestion, ce à quoi va s'atteler la politique. Olivier Guichard disait : « La terre de la politique, c'est le service public » parce que la politique a pour premier objet d'assurer la responsabilité de la cité ; l'efficacité de l'État est l'un de ses enjeux. Et les citoyens, c'est à dire ceux qui prennent en charge les intérêts de la cité (Jean-Marie Domenach), sont les acteurs de cette politique : la démocratie est le mode de gouvernement par lequel ils assurent la direction des affaires communes. Aussi leur sens des responsabilités est-il essentiel. Sans ce souci constant, la politique peut conduire la société à l'impuissance.

II - ALORS, QU'EST-CE VRAIMENT QUE LA POLITIQUE ?

La politique est *médiation* entre les intérêts particuliers et le bien commun, afin d'assurer la bonne gestion de l'État. Mais elle ne peut se contenter de gérer, elle doit rendre possible le dialogue, vecteur de liberté et de paix, ce qui exige le respect de l'égalité et des différences. Elle doit aussi préparer l'avenir : elle doit introduire dans le présent la quantité d'avenir qu'il peut supporter, comme le dit Victor Hugo, qui dit encore aux responsables : « Mettez toujours de

l'avenir dans ce que vous faites, mais mesurez la dose ».

Aussi la politique, si elle est médiation, doit être aussi *impulsion* pour un avenir meilleur ; elle ne consiste pas à faire des promesses, qui d'ailleurs ne peuvent jamais être tenues, elle consiste à faire des choix, mais « le choix politique vient d'une volonté de dépasser tous les intérêts, il est un jugement moral intérieur, et supérieur à toute réalité historique » (André Philip). Ces choix doivent être acceptables par tous, et pour cela respecter l'égalité mais aussi les différences, car si les citoyens exigent l'égalité, ou du moins l'égalité des droits et l'égalité des chances, ils ont besoin de reconnaissance, c'est-à-dire de respect et de valorisation de leurs différences. Les différences sont le fondement de la liberté, qui résulte de la multiplicité de nos appartenances et de nos aspirations. Elles peuvent, certes, nourrir des conflits, mais pour les dépasser il faut rassembler la société, non pas tant autour des acquis à défendre qu'autour des manques et des attentes que chacun ne peut résoudre que par l'apport d'autrui. Ce qui suppose des tolérances et des synthèses qui sont l'œuvre de la politique.

Ces impératifs de médiation et d'impulsion auxquels la politique doit répondre n'ont pas grand-chose à voir avec la « politique politicienne » qui est uniquement recherche du pouvoir par un groupe ou une personne. Cette dérive de la politique décourage les citoyens, et nourrit l'aversion pour la politique qui engendre le populisme, l'individualisme et l'abstention. La haine de la « classe politique » en est la conséquence : les citoyens, à force de déceptions, sont persuadés que

leurs représentants ne recherchent que leur propre prospérité, en trahissant donc la confiance qui leur a été faite. Il en découle l'accusation de corruption, aux cris de « tous pourris ! ». Accusations excessives et injustes, mais qui sapent la démocratie. Car s'il y avait vraiment une « classe politique » monopolisant à son profit le pouvoir et l'argent, la société aurait dérivé vers l'oligarchie, l'aristocratie... ou même la monarchie.

Et si, après tout, la politique n'était que ce « jeu difficile de conduire les hommes » que Jean Giraudoux concède à Créon dans *La guerre de Troie n'aura pas lieu* ? Jeu alors en effet, et prodigieusement difficile, qui ne peut se jouer que dans la confiance des citoyens envers ceux auxquels ils confèrent le pouvoir : « Un esprit libre, prédisposé à la tolérance, enseignant la modestie et pas ennemi de l'humour, ce sont les qualités que le citoyen prudent devrait exiger de ceux à qui il confie le terrible outil du pouvoir » (Olivier Guichard).

La politique serait-elle alors un humanisme ? ☺